



## Maroc : Droits économiques et sociaux des personnes migrantes et réfugiées - Octobre 2015



EuroMed Rights – Euro-Mediterranean Human Rights Network  
EuroMed Droits – Réseau euro-méditerranéen des droits humains  
الأورو-متوسطية للحقوق - الشبكة الأوروبية المتوسطية لحقوق الإنسان

# Maroc : Droits économiques et sociaux des personnes migrantes et réfugiées

Les changements politiques en Afrique du nord et au Moyen-Orient, l'aggravation de la crise économique en Europe, ainsi que les nouvelles politiques de l'Union Européenne (UE) ont fait évoluer considérablement le contexte du respect des droits économiques et sociaux des personnes étrangères dans la région Euro-Méditerranéenne. Dans la plupart des pays de la région, nombreuses sont les personnes migrantes et réfugiées qui jouissent d'un accès limité à ces droits. Pourtant, la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1949 reconnaît les droits économiques et sociaux comme des droits fondamentaux, et leur transcription successive dans le Pacte International sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels du 1966 leur a donné une valeur juridique contraignante. Respecter ces droits constitue donc une obligation pour la communauté internationale.

Cette fiche présente l'état de la protection des droits économiques et sociaux des personnes étrangères au Maroc, en comparant la législation nationale à l'accès effectif à ces droits dans la pratique. A bien des égards, ces droits ne sont pas garantis de façon concrète, et ce malgré les Conventions dont le Maroc est signataire.

TEXTE	STATUT AU MAROC
Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (1966)	Ratifié en 1979
Protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (2008)	Non signé
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (en vigueur depuis 2003)	Ratifiée en 1993, publication officielle février 2012
Convention de l'OIT no.143 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (en vigueur depuis 1950)	Non signée
Convention de l'OIT no 143 sur les travailleurs migrants (en vigueur depuis 1978)	Non signée
Convention de Genève relative au statut des réfugiés (1951) et protocole additionnel (1967)	Ratifiée en 1956, signature du Protocole de 1967 en 1971
Convention internationale des droits de l'enfant (cide) (1989)	Ratifiée en 1993
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), protocole facultatif (2000)	Ratifiée en 1993, levée des réserves et ratification du Protocole facultatif en 2011
Convention des Nations Unies de Palerme contre la criminalité nationale organisée (entrée en vigueur en 2003)	Ratifié en 2003
Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (entrée en vigueur en 2003)	Ratifié en 2011
Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (entrée en vigueur en 2004)	Non ratifié

Pays d'émigration pendant longtemps, le Maroc a signé et ratifié un certain nombre de conventions et d'accords bilatéraux en vue de défendre les intérêts de ses ressortissants à l'étranger. Par ailleurs, l'article 31 de la constitution marocaine dresse une liste des droits économiques et sociaux garantis par l'Etat, mais en les limitant à ses citoyens et citoyennes.

Depuis plusieurs années, le Maroc est devenu un pays d'immigration sans toutefois que les droits consacrés dans les textes ratifiés par ce-dernier ne trouvent réellement à s'appliquer, une réalité qui illustre la réticence à respecter les droits des personnes étrangères sur son territoire.

Depuis 2013, en réponse à la pression exercée par la société civile, l'État marocain s'est engagé à prendre des mesures destinées à améliorer la reconnaissance des droits des personnes étrangères dans le pays : la création d'une loi nationale d'asile et la possibilité d'être régularisé pour les personnes étrangères sans droit de séjour sur le territoire marocain.

Deux ans après ces déclarations, les travaux pour la création d'un système d'asile effectif sont encore loin d'être aboutis.

L'analyse montre les divergences au sein du cadre juridique selon les différentes catégories d'étrangers (personnes migrantes en possession d'un permis de

séjour ou non, différentes catégories professionnelles de travailleurs et travailleuses migrant.e.s, personnes réfugiées statutaires et demandeuses d'asile).

Elle montre aussi les manquements importants dans la loi et dans la pratique comblés de façon très insuffisante par l'action des associations et du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (HCR) dans le cadre très limité de son champ d'intervention au Maroc.

Le processus de régularisation (voir p.13) est censé permettre à davantage de personnes étrangères d'obtenir le droit de séjour et d'accéder aux droits économiques et sociaux afférents, y compris pour les personnes réfugiées.

# I. DROIT AU TRAVAIL

La constitution marocaine protège le droit des citoyennes et des citoyens « au travail et à l'appui des pouvoirs publics en matière de recherche d'emploi ou d'auto-emploi, à l'accès aux fonctions publiques selon le mérite ». Bien que le Code du travail interdise toute discrimination fondée sur « l'ascendance nationale » en matière d'emploi ou d'exercice d'une profession (art. 9), le Maroc applique le principe de **préférence nationale** : l'administration doit pouvoir attester qu'il n'existe pas sur le marché du travail marocain un profil national capable de remplir les fonctions pour lesquelles il/elle souhaite être employé.e (ceci se fait en publiant l'offre de travail dans des journaux).

Une autre limite à l'accès au travail pour les personnes étrangères est relative au **choix du métier** : « Nul ne peut être nommé à un emploi public (...) s'il ne possède la nationalité marocaine. » (Dahir du 24/02/1958 portant Statut Général de la Fonction Publique).

En ce qui concerne le **droit syndical**, les salariés et salariées étrangères ont le droit d'adhérer aux syndicats, mais le Code du travail précise que les membres chargés de la direction et d'administration du syndicat professionnel doivent être de nationalité marocaine (article 416) : la loi interdit de facto aux personnes étrangères d'assumer des responsabilités syndicales. De ce fait, elles ne peuvent ni appartenir aux bureaux locaux ou nationaux des syndicats, ni bénéficier de la protection et des facilités associées dont bénéficient leurs collègues syndicalistes marocains (par ex. possibilité d'assister à des réunions ou activités syndicales pendant les horaires de travail officiels). En outre, Les salariés et salariées non marocain.e.s n'ont pas le droit de se présenter aux élections des délégués du personnel dans le secteur privé. Par conséquent, ils ne peuvent pas siéger au sein des comités d'entreprise (art. 465) et des comités d'hygiène et de sécurité (art. 337). De facto, aucune personne étrangère n'est autorisée à fonder un syndicat en conséquence des articles cités plus haut et en raison des conditions extrêmement restrictives d'enregistrement d'une association étrangère au Maroc (Dahir 1-5-376 article 5) ce qui est contraire à l'article 40 de la Convention sur **les droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles**.

## 1. Personnes migrantes

En 2003, le Maroc a adopté une nouvelle loi sur l'immigration: «la loi 02-03 relative à l'entrée et le séjour des étrangers au Maroc, et de l'émigration et l'immigration irrégulières». L'article 19 identifie deux types de permis de séjour pour les personnes étrangères qui leur permettent l'accès au travail:

- » **Les cartes d'immatriculation**: valables pour une période de 1 à 10 ans, elles sont renouvelables pour la même période. Elles se divisent entre « Cartes visiteur », « Carte d'étudiant » et la « Carte travailleur » pour les personnes étrangères qui, sous réserve d'autorisation, exercent une activité professionnelle au Maroc.
- » **La carte de résidence** : peut être délivrée aux personnes étrangères « qui peuvent prouver une résidence ininterrompue au Maroc pendant quatre ans, en conformité avec les lois et règlements en vigueur ». La carte de séjour peut être refusée si les autorités considèrent que la personne constitue une menace pour l'ordre public.

L'article 9 du code de travail déclare que « tout employeur désireux de recruter un salarié étranger doit obtenir une autorisation de l'autorité gouvernementale chargée du travail », qui vérifie que le salarié ou la salariée en question est bien en situation régulière. La procédure s'effectue en deux étapes : il faut d'abord obtenir une autorisation de l'agence nationale pour la promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC)<sup>1</sup>, et puis obtenir un visa de travail délivré par le ministère de l'emploi. En règle générale, pour les demandes déposées pour la première fois, le ministère délivre des timbres fiscaux d'un an, ce qui met automatiquement fin au contrat de travail après 12 mois, même si le contrat initial entre l'employeur et l'employé couvre une période supérieure. Quant aux employeurs, ils doivent inscrire le travailleur au Fonds National de Sécurité

<sup>1</sup> Certaines catégories de personnes sont exemptées de l'autorisation ANAPEC et peuvent aller directement au ministère de l'Emploi pour obtenir un visa de travail. Il s'agit notamment de ressortissant d'Algérie, Tunisie et Sénégal, les chefs d'entreprise, les présidents d'entreprise et les directeurs généraux, les personnes sur les affectations de poste temporaires au Maroc, les conjoints de ressortissants marocains et les joueurs de football.

Sociale du Maroc (CNSS) et payer des cotisations sociales liées au travail.

Les personnes **migrantes en situation irrégulière** ne sont pas explicitement exclues du Code du travail.

Le Code du travail ne fait en effet aucune distinction de traitement qui soit fondée sur le statut (personne migrante, réfugiée ou demandeuse d'asile) ou sur le titre de séjour (carte d'immatriculation ou de résidence), concernant l'embauche d'une personne « étrangère ». Cependant, l'embauche de personnes migrantes est conditionnée par la « légalité » de leur statut (entrée et séjour). L'article 521 du Code du travail prévoit une amende allant de 2.000 à 5.000 dirhams (200 à 500 euros) pour toute personne qui emploierait une personne étrangère sans autorisation de l'ANAPEC et sans disposer d'un timbre du ministère de l'Emploi. Le Code de travail stipule aussi que dans le cas de refus du gouvernement d'accorder une autorisation de travail, l'employeur ou l'employeuse s'engage à supporter les frais de retour de la personne employée dans son pays de résidence.

**En pratique**, l'accès au travail reste très difficile pour les personnes migrantes en situation régulière en raison des démarches administratives complexes et lourdes. Par ailleurs, le racisme ambiant explique en partie la réticence de nombreux employeurs à embaucher des ressortissants étrangers, notamment subsahariens.

Les migrants et migrantes irréguliers, principalement de provenance subsaharienne, sont de plus en plus nombreux à travailler dans le secteur informel pour des emplois peu qualifiés (comme les travaux publics, marbrerie, travail domestique etc.), en violation du même article 9 du Code du travail, en étant dépourvus de l'autorisation de l'ANAPEC. N'étant pas déclarés auprès du CNSS par leur employeur, et ne disposant pas de l'autorisation de l'ANAPEC, ces personnes sont donc privées de toute couverture médicale, sociale et d'autres allocations prévues pour les travailleurs et travailleuses.

En dépit des restrictions imposées aux travailleurs et travailleuses étrangères dans l'exercice de leur droit à fonder un syndicat, des membres de la communauté migrante, soutenus par l'Organisation Démocratique du Travail (ODT), ont créé l'Organisation Démocratique des Travailleurs et Travailleuses immigrés au Maroc en juillet 2012.<sup>2</sup> Bien qu'il s'agisse d'une branche de l'ODT, organisme syndical déclaré au Maroc, le secrétaire général de la section « Travailleurs Immigrés » est un non-ressortissant marocain (toléré dans ses fonctions par les autorités marocaines bien que la loi ne le permette pas).

<sup>2</sup> Communiqué de Presse du 1er Congrès National de l'Organisation Démocratique des Travailleurs et Travailleuses Immigrés au Maroc, Organisation Démocratiques du Travail, 5 août 2012

## 2. Personnes réfugiées

Le Maroc a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et a adopté un arrêté royal régissant la mise en œuvre de la Convention le 29 Août 1957. Cet arrêté royal a permis la création d'un Bureau pour les réfugié.e.s et les apatrides (BRA), sous la tutelle du ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération, et d'une commission de recours. Néanmoins, l'arrêté royal n'a pas conduit à l'établissement de procédures nationales d'asile, et les activités du BRA ont par la suite été suspendues depuis 2004.

Depuis le gel du fonctionnement du BRA, il est impossible pour les personnes demandant l'asile, même celles reconnues comme réfugiées au Maroc, d'obtenir une autorisation de séjour, même provisoire. L'absence de reconnaissance par les autorités marocaines du statut de réfugié délivré par le HCR (BRA) a empêché la délivrance d'un titre de séjour à toutes les personnes réfugiées reconnues après 2004, qu'elles soient entrés régulièrement ou non sur le territoire marocain. La régularité de leur statut est liée à leur entrée régulière sur le territoire et à leur séjour d'une durée de 90 jours (période pendant laquelle l'étranger est exempté d'un titre de séjour).

En ce qui concerne les personnes reconnues réfugiées statutaires, elles figurent dans la liste des catégories de personnes qui ont le droit à la carte de résidence sans conditions particulières liées à la durée du séjour. Ce droit n'est pas appliqué en l'absence de la mise en œuvre de l'arrêté royal.

Enfin, il est important de rappeler que la loi 02-03 considère l'immigration et l'émigration irrégulières comme un délit. La loi identifie cependant aussi des catégories protégées contre l'expulsion, parmi lesquelles les personnes demandeuses d'asile et réfugiées. Bien que la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés prévoie une impunité pénale pour l'entrée irrégulière des réfugiés sur le territoire, et bien que le Maroc en soit signataire, l'absence de loi sur l'asile soumet le respect de cette clause à l'arbitraire des autorités, plus ou moins tolérantes sur ce point.

**En pratique,** les personnes réfugiées et demandeuses d'asile n'ont pas accès au marché du travail, en raison d'un certain nombre d'obstacles politiques, juridiques et administratifs.

Selon le droit international, les personnes réfugiées statutaires devraient bénéficier du régime juridique le plus favorable c'est-à-dire celui appliqué aux nationaux, donc une exemption de la procédure ANAPEC et du visa du ministère de l'Emploi. Dans la réalité, ces personnes restent assujetties à ce régime.

De fait, lors de la demande d'autorisation au travail formulée auprès de l'ANAPEC (cf. procédure pour les personnes migrantes citée plus haut) de nombreuses personnes réfugiées sont incapables de fournir les documents exigés tels que les certificats et copies des diplômes des travaux antérieurs, tout simplement parce qu'elles ont été incapables de prendre ces documents avec eux en fuyant leur pays. Il est intéressant de noter, cependant, que le ministère de l'Emploi présente une liste des personnes étrangères sur son site Internet qui, «sous réserve de la présentation de certains documents», pourrait être exemptés par «le gouvernement» de l'autorisation de l'ANAPEC. Cette liste comprend les «réfugiés politiques et les apatrides».

Toutefois, cette information n'est ni datée ni référencée: il s'agit d'un simple communiqué sans référence à un document administratif officiel. En outre, le texte est écrit au conditionnel, sans préciser la nature des documents nécessaires pour bénéficier de cette exonération. Dans la majorité de cas, les personnes réfugiées doivent compter sur les fonds transférés par les membres de leur famille ou sur les revenus aléatoires des activités qu'ils exercent sans autorisation de travail (emplois précaires, conditions difficiles). Beaucoup sont réduits à la mendicité. Dans de tels contextes, les femmes réfugiées sont particulièrement vulnérables, notamment en raison de l'importance des réseaux de prostitution.

## II. DROIT À UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT

Le droit à un niveau de vie suffisant n'est pas explicitement énoncé dans la loi marocaine. Cependant l'article 31 de la Constitution de 2011 protège le droit des citoyens et citoyennes à la protection sociale, à un logement décent, à l'accès à l'eau, à un environnement sain et au développement durable.

Les personnes étrangères au Maroc n'ont pas accès au droit à la sécurité sociale ou au logement, qu'elles soient migrantes ou réfugiées, et ce en contradiction avec les articles 27 et 28 (sécurité sociale et accès aux soins de santé) ainsi que l'article 61 (accès au logement) de la Convention sur les droits des travailleurs migrants et les membres de leur famille.

**Dans la pratique,** les personnes migrantes et réfugiées dépendent du soutien de plusieurs ONG pour accéder à des services de base (nourriture, vêtements...). Ainsi en est-il de la Fondation Orient Occident, de Caritas, et de la Délégation Espagnole d'Aide aux Réfugiés.

### III. DROIT D'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

Concernant l'accès aux soins au Maroc, le premier obstacle découle de la Constitution marocaine, qui, à travers l'article 31, ne parle que des citoyens et citoyennes marocains. Les personnes migrantes et réfugiées sont couvertes par l'Assurance maladie obligatoire (AMO) seulement si elles sont affiliées aux organismes de couverture de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS). Les patients marocains, les personnes migrantes en situation régulière et réfugiées qui ne bénéficient pas du régime de base d'assurance obligatoire ni de ressources suffisantes pour couvrir les services médicaux, peuvent bénéficier d'un régime d'assurance libre (RAMED, régime d'assistance médicale) qui couvre les frais médicaux dans les hôpitaux publics, les centres de santé et autres services de santé publics.

#### 1. Personnes migrantes

Tous **les travailleurs et travailleuses migrants** au Maroc qui disposent d'un contrat de travail sont normalement enregistrés auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), et à ce titre bénéficient d'un régime d'assurance maladie obligatoire (AMO, assurance maladie obligatoire) qui couvre les médicaments et les soins hospitaliers.

**Les personnes en situation irrégulière** n'ont pas accès à ce régime, car pour en bénéficier, il faut être de nationalité marocaine ou avoir un permis de séjour. Cependant, le ministère de la Santé Publique a sorti en 2003 une circulaire, intitulée « Surveillance sanitaire des immigrés clandestins aux frontières », facilitant la prise en charge, par les structures de Santé Publique, des personnes réfugiées et migrantes entrées sur le territoire marocain de façon irrégulière et donc dépourvus de documents.

En ce qui concerne les mesures spécifiques aux **femmes**, la circulaire du ministère de la santé assure l'accouchement gratuit sans discrimination de nationalité.

Il n'existe pas de dispositions spécifiques relatives à l'accès au soin des personnes réfugiées et demandeuses d'asile.

**En pratique**, la disponibilité des soins dans les hôpitaux publics est entravée par la forte demande de la part d'un grand nombre de démunis nationaux et du manque d'entretien des appareils médicaux. Il existe aussi des disparités en ce qui concerne l'accès aux soins de santé en fonction des zones géographiques. L'accès aux centres de santé est plus facile dans des villes comme Rabat et Casablanca que dans les zones frontalières, où la présence de la police, ou même l'armée, est beaucoup plus importante (notamment en raison de la proximité de Ceuta et Melilla, et du Sahara occidental). Le refus de profiter de ces services est également lié à la peur d'être arrêté, détenu, et même expulsé du Maroc.

La recrudescence depuis 2012 des opérations d'arrestation de personnes d'étrangères, véritables « traques aux personnes migrantes » touche principalement et indistinctement les communautés sub-sahariennes, qu'elles soient en situation irrégulière ou pas, demandeuses d'asile ou réfugiées. Ces opérations instaurent un climat de peur qui dissuade un grand nombre à solliciter les services publics notamment pour accéder aux soins de santé auxquels ils/elles ont normalement droit.<sup>3</sup> C'est particulièrement le cas des femmes durant leur grossesse ou après l'accouchement. À Oujda et Taourirt, par exemple, les femmes migrantes ne s'adressaient aux hôpitaux pour accoucher seulement

3 Gadem et al.(2013) Rapport sur l'application au Maroc de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille



en étant accompagnées de défenseurs des droits humains.

L'accès aux soins des étrangers est un des points focaux de l'action des organisations de la société civile: des organisations comme Caritas, Médecins du Monde, MSF et le Croissant-Rouge ont mis en place des programmes visant à faciliter l'accès aux soins de santé pour les personnes migrantes.

Le HCR a par ailleurs développé un certain nombre de partenariats avec des organisations de la société civile, par exemple avec l'Organisation Panafricaine de Lutte contre le Sida Maroc (OPALS), afin d'assurer l'accès aux soins de santé pour les personnes réfugiées.

De plus, malgré l'absence de législation spécifique relative à l'accès aux médicaments pour le Sida, des ONG comme L'Association de Lutte Contre le Sida (ALCS) et l'Organisation Panafricaine de Lutte contre le Sida Maroc (OPALS) s'assurent que toutes les catégories de personnes étrangères bénéficient de ce service sans discrimination.

## 2. Droit à l'éducation et à l'enseignement primaire

La constitution marocaine ne garantit le droit à l'éducation que pour ses ressortissants. L'article 31 de la constitution énonce l'accès au droit « à une éducation moderne, accessible et de qualité, à l'éducation sur l'attachement à l'identité marocaine et aux constantes nationales immuables à la formation professionnelle et à l'éducation physique et artistique ».

Néanmoins, l'accès aux écoles marocaines n'est pas interdit aux personnes étrangères, même si les démarches administratives dissuadent bon nombre d'entre elles de s'inscrire/d'inscrire leur(s) enfant(s). Pour toute inscription dans un établissement scolaire ou de formation professionnelle, les documents suivants sont requis :

- » Demande manuscrite signée par le parent ou le tuteur de l'élève concerné ;
- » Attestation scolaire ou tout autre document équivalent, sur chaque année scolaire effectuée dans le pays d'origine (les nouveaux élèves sont dispensés de ce document) ;
- » Copie de la carte d'identité ou passeport du père ou tuteur, ou tout autre document équivalent ;
- » Copie de carte de résidence de l'enfant pour l'année en cours, si elle a été octroyée (avec une tolérance en pratique si elle n'est pas produite)
- » Copie d'acte de naissance ou copie équivalente de l'état civil ou tout autre document administratif identifiant le nom de l'élève et son âge, délivré par les autorités concernées.

Pour l'année scolaire 2013/2014, le ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation professionnelle a adressé aux académies régionales de l'Éducation et de la Formation une circulaire officielle, datée du 9 octobre 2013, appelant à une meilleure intégration dans le système d'éducation nationale marocain des élèves et étudiants provenant des pays du Sahel et des pays subsahariens.

**En pratique,** malgré cette circulaire, la discrimination dans le système scolaire marocain est évidente. D'une part, l'inscription à l'état civil des enfants nés de parents étrangers demeure très difficile. En mai 2014, le Tribunal de la Famille de Tanger a condamné à trois reprises des administrations qui refusaient d'inscrire des nouveau-nés au registre d'État civil, en violation de la Convention Internationale sur les Droits de l'Enfant signée par le Maroc.<sup>4</sup>

Par ailleurs, l'inscription aux cours de religion musulmane, dans le cursus scolaire des écoles publiques, ne respecte pas le droit à la liberté de l'éducation religieuse et morale inscrite dans la Convention des droits des Travailleurs Migrants et des Membres de leur Famille (article 4). Les difficultés liées à la langue arabe, qui n'est pas parlée par tous les étrangers, est un facteur dissuasif supplémentaire.

Généralement les personnes migrantes en situation irrégulière ne disposent pas de documents tels que passeport, carte d'identité ou actes de naissance et certificat de scolarité pour les enfants.

Les ressortissants subsahariens qui vivent dans les forêts loin des établissements scolaires n'ont pas la possibilité d'y amener leurs enfants.

Certaines associations, assurent des services d'éducation pour les réfugiés. Par ailleurs, certains partenariats permettent aux associations et/ou au HCR d'intercéder en la faveur d'enfants étrangers, réfugiés ou sans-papiers, auprès de l'Académie. Il s'agit toutefois de décisions au cas par cas, à la discrétion des autorités.

## IV. DROIT AU REGROUPEMENT FAMILIAL

### 1. Personnes migrantes

L'article 17 de la loi 02-03 permet au conjoint et aux enfants mineurs d'une personne étrangère titulaire de la carte de résidence d'obtenir une carte de résidence. Cependant, la loi n° 02-03 ne prévoit aucune procédure de regroupement familial ; l'article 16 du décret du 1er avril 2010 prévoit seulement que « l'étranger désirant le regroupement familial doit présenter les documents établissant sa relation familiale (...) en ayant des moyens d'existence suffisants ».

### 2. Personnes réfugiées

L'article 17.5 de la loi 02-03 précise que **les personnes réfugiées statutaires** (décret d'août 1957) ont droit à une carte de résidence ainsi que leur conjoint et leur(s) enfant(s) (s'ils sont mineur(s) ou viennent d'accéder à la majorité, c'est-à-dire dans l'année qui suit leur majorité civile). Néanmoins, ce décret n'étant pas appliqué au Maroc, cette disposition de la loi n'est à son tour pas mise en œuvre.

Pour ce qui concerne **les demandeurs et demandeuses d'asile**, ils n'ont pas droit au regroupement familial durant l'examen de leur dossier d'asile. Etant donnée l'absence d'activités du BRA, plus aucune demande d'asile n'aboutit au Maroc.

Dans la pratique, l'accès au regroupement familial est entravé par le comportement de l'administration, qui pose aux guichets des conditions différentes selon le commissariat et demande des conditions supplémentaires hors de tout cadre légal. Selon un témoignage récolté par l'association GADEM<sup>5</sup>, un fonctionnaire aurait demandé à une famille ivoirienne leur carte de résidence et pas seulement leur carte d'immatriculation ; dans un second établissement, on aurait présenté à cette famille une circulaire en arabe qui, traduite oralement, semblait signifier que seul le mari pouvait faire une demande de regroupement familial pour son épouse, et non l'inverse.

## V. PORTAGE DU DROIT À LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'affiliation aux systèmes de retraite et de sécurité sociale est liée à l'exercice du travail. Toutefois, il n'existe pas d'indemnités de chômage ni pour les citoyens et citoyennes marocains ni pour les personnes migrantes.

Jusqu'à présent, les personnes étrangères qui bénéficiaient de ces prestations étaient la plupart du temps des travailleurs expatriés issus de pays occidentaux. Les évolutions de la réalité migratoire au Maroc, nouveau pays de résidence de nombreux ressortissants sub-sahariens, en font un phénomène trop récent pour que les questions de portage des droits aient été abordées dans le débat public.

Toutefois, le Maroc commence à mettre en place un projet pilote promulgué début décembre 2014, permettant aux jeunes diplômés marocains licenciés pour raison économique de percevoir une indemnité chômage. L'Indemnité de Perte d'Emploi a officiellement été lancée en avril 2015 après la capitalisation du fond par l'Etat.<sup>6</sup>

## VI. ÉTAT DES LIEUX DU PROCESSUS DE RÉGULARISATION AU MAROC (DONNÉES STATISTIQUES DATANT DE MARS 2015)

### Les critères de régularisation concernent :

- » Les étrangers conjoints de ressortissants marocains justifiant d'au moins deux ans de vie commune
- » Les étrangers conjoints d'autres étrangers en résidence régulière au Maroc et justifiant d'au moins 4 ans de vie commune ainsi que les enfants issus de ces deux cas.
- » Les personnes étrangères disposant de contrats de travail effectifs d'au moins 2 ans
- » Les personnes étrangères justifiant de 5 ans de résidence continue au Maroc.
- » Les personnes étrangères atteints de maladies graves et se trouvant sur le territoire national avant le 31 décembre

### On remarque un taux très élevé de rejet des demandes.

Selon les données du CNDH, au 31 décembre 2014, environ 27 130 demandes, en provenance de 116 pays, avaient été déposées. 59,63 % (16 180) avaient reçu un avis favorable et 10 950 un avis défavorable. Lors d'une conférence de presse en février 2015, le Ministre délégué à l'Intérieur annonçait le chiffre de 17 916 demandes acceptées sur un total de 27 332 demandes déposées.

Concernant les résultats des demandes d'asile, en septembre 2014, on avait annoncé l'acceptation de 549 demandes, dont 168 formulées par des femmes et 134 par des mineurs.

À cette même période (septembre 2014) la première phase de délivrance des cartes de réfugié recouvrait quelques 21 nationalités, dont 47,8 % de la Côte d'Ivoire, 23,3 % de l'Irak, 6,31 % de la Palestine. D'après des chiffres de juillet 2014, 30,32 % de femmes ont été reconnues comme réfugiées.

La deuxième phase de l'opération, débutée le 23 juillet, a concerné les demandes d'asile en provenance de Syrie et a permis l'examen de 268 dossiers

dont 47 concernent des mineurs et 11,56 % des femmes. Selon l'appartenance, les demandes d'asile acceptées ont concerné 53 Kurdes, près de 45,52 % de personnes d'origine arabe et 2 % de personnes turkmènes.<sup>7</sup>

Le processus de régularisation entamé au Maroc est un marqueur important d'une nouvelle politique migratoire tournée vers la reconnaissance des droits des communautés migrantes et réfugiées. Saluée par les organisations de défense des droits des personnes étrangères ainsi que par les partenaires du Maroc sur la scène internationale, cette opération s'est toutefois conclue dans des circonstances qui marquent les limites de la stratégie d'intégration des autorités marocaines.

Les organisations de la société civile ont notamment dénoncé l'opération de ratissage au lendemain de l'annonce de la fin de l'opération de dépôt des dossiers de régularisation le 9 février 2015 et qui a conduit à l'arrestation de 1200 personnes, dont des mineurs et des demandeurs d'asile, à leur déplacement forcé dans d'autres villes du Maroc ainsi qu'à la détention arbitraire si ce n'est les tentatives d'expulsions forcées de nombre d'entre ces personnes.<sup>8</sup>

La violence de ces arrestations, l'absence de respect pour les garanties procédurales inscrites en droit national, illustrent l'ambivalence des autorités marocaines vis-à-vis des personnes migrantes sans autorisation de séjour.

La possibilité du renouvellement du statut de résident pour les personnes ayant obtenu la régularisation de leur statut (permis d'un an renouvelable sous conditions strictes), l'accès effectif aux droits économiques et sociaux associés, ainsi que le respect des droits fondamentaux de toutes les personnes sur le

<sup>7</sup> Pour plus d'information sur le processus de régularisation et ses différentes étapes et limites, consulter le rapport conjoint GADEM/FIDH "Maroc, entre rafles et régularisations, bilan d'une politique migratoire indécise", mars 2015

<sup>8</sup> Rafles des migrants au Maroc: est-ce la fin d'une politique prometteuse? EuroMed Droits – REMDH, 19 février 2015  
L'AMDH dénonce les violences et arrestations de migrants, Association Marocaine des Droits Humains, 16 février 2015

territoire marocain quel que soit leur situation administrative, seront des indicateurs clés de la mise en œuvre de la nouvelle politique migratoire marocaine que le Roi Mohamed VI a appelée de ses vœux en 2013.



EuroMed Rights – Euro-Mediterranean Human Rights Network  
EuroMed Droits – Réseau euro-méditerranéen des droits humains  
الأورو-متوسطية لحقوق – الشبكة الأوروبية المتوسطية لحقوق الإنسان